

Les perspectives de l'impérialisme russe

jeudi 8 février 2024, par [BUDRAITSKIS Ilya](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2024).

La guerre de l'impérialisme russe en Ukraine ne montre aucun signe d'arrêt. Cet été et cet automne, nous avons assisté à deux offensives, la première de l'Ukraine visant à libérer ses territoires occupés, et une contre-offensive de la Russie pour s'emparer de plus de territoires, qui se poursuit encore aujourd'hui.

Émission Ligne directe avec Vladimir Poutine en 2021. © Kremlin.ru, CC BY 4.0

Moscou a récemment lancé une attaque massive à la roquette contre l'Ukraine, visant des civils et des infrastructures à la veille du Nouvel An. La ville frontalière russe de Belgorod est devenue la cible de missiles de représailles. La Russie dispose d'un demi-million de soldats sur la ligne de front pour défendre son occupation et en aura besoin de plus pour l'offensive complète qui pourrait commencer au printemps.

Vladimir Poutine et la classe dirigeante russe sont déterminés à poursuivre cette guerre jusqu'au bout. M. Poutine l'a clairement indiqué lors de sa séance annuelle de questions-réponses « Ligne directe avec Vladimir Poutine », le 14 décembre, au cours de laquelle il a répondu pendant plusieurs heures à des questions soigneusement sélectionnées posées par le public.

Il a déclaré que l'objectif de la soi-disant opération militaire spéciale restait la soi-disant dénazification et démilitarisation de l'Ukraine. Cela signifie qu'il a l'intention de poursuivre la guerre jusqu'à ce qu'il parvienne à un changement de régime en Ukraine et à la transformation de l'Ukraine en une semi-colonie russe.

Pour ce faire, son régime tente de stabiliser la société russe, d'attiser le conflit politique avec les États-Unis et les pays de l'OTAN, de légitimer son pouvoir par l'élection présidentielle de mars et de mobiliser les troupes russes en vue d'une nouvelle offensive au printemps.

Stabilisation de la société russe

Le régime s'est engagé dans une campagne intense pour stabiliser la société russe après la tentative de coup d'État menée par Evgeniy Prigozhin et son groupe Wagner l'été dernier. Poutine a surmonté ce grand vis-à-vis de son pouvoir en combinant la carotte et le bâton.

Il a proposé des accords pour que les mercenaires de Wagner reviennent dans le giron du régime. Quelques généraux de l'armée proches de Wagner ont été arrêtés. En ce qui concerne Prigozhin lui-même, Poutine l'a fait tuer en août lors d'une attaque à la roquette qui a fait exploser l'avion du seigneur de la guerre non loin de Moscou.

Il a ensuite démantelé le groupe Wagner lui-même, en intégrant certaines parties au ministère russe de la Défense et en permettant que d'autres soient conservées par le fils de Prigozhin ainsi que par d'autres sociétés militaires privées.

La pérennité de ces entreprises pourrait poser un problème au régime, surtout si la guerre tourne

mal. Cela pourrait conduire à des dissensions entre l'État et les entreprises sur la stratégie et les tactiques militaires, ce qui pourrait à nouveau déstabiliser le régime.

Par ailleurs, le coup d'État de Prigozhin a montré l'existence d'une dissidence cachée parmi les responsables de l'armée. Mais pour l'instant, la stratégie de cooptation et de répression de Poutine a permis de surmonter la crise provoquée par Prigozhin.

Poutine a également réussi à stabiliser l'économie, du moins pour l'instant. Le régime de sanctions de l'Occident n'a pas endommagé l'économie russe autant que prévu. Le régime et les entreprises du pays ont trouvé divers moyens de contourner les sanctions.

Ils ont accru leurs échanges commerciaux et leurs investissements par l'intermédiaire d'États neutres tels que les pays d'Asie centrale, la Turquie, les Émirats arabes et bien d'autres encore, en particulier dans le Sud. Ces pays ont résisté à la pression américaine pour se conformer au régime de sanctions.

En outre, les compagnies pétrolières d'État russes ont conclu de nouveaux accords d'exportation avec de nombreux pays, notamment la Chine, ce qui a également permis de maintenir l'économie à flot. Les sanctions n'ont donc pas plongé l'économie russe dans la crise et n'ont pas empêché l'État de poursuivre la guerre en Ukraine.

Malgré la résistance de l'économie russe, celle-ci est confrontée à de nombreux problèmes. Par exemple, l'inflation augmente et pose de sérieuses difficultés économiques à la plupart des Russes ordinaires.

La Banque centrale russe a réagi en augmentant les taux d'intérêt afin de maîtriser l'inflation. Mais cela pourrait à son tour entraîner un ralentissement de l'économie, une augmentation du chômage et un nouveau coup dur pour la classe ouvrière.

Pour maintenir son hégémonie sur la population, Poutine s'est tourné vers la répression et l'idéologie néo-fasciste. Il a réprimé la quasi-totalité des dissidents de gauche, en particulier les militants anti-guerre.

Dans le même temps, il a tenté d'obtenir l'assentiment de la population en s'appuyant sur le nationalisme ethnique russe et en diabolisant tous les groupes qui le menacent. Par exemple, il a affirmé que les migrants musulmans d'Asie centrale en Russie menaçaient l'équilibre ethnique du pays.

Le chef de l'Église orthodoxe russe, le patriarche Kirill, a surpassé Poutine en matière d'islamophobie. Dans un récent discours qui aurait pu être prononcé par Trump ou Enoch Powell, il a mis en garde contre la menace civilisationnelle posée par les musulman·es et les migrant·es en général.

Si le régime et l'Église utilisent ce nationalisme ethnique pour consolider leur base, cela pourrait se retourner contre eux. Ce sectarisme pourrait susciter des dissensions parmi les quelque 15 millions de citoyens musulmans du pays, qui représentent 10 % de la population.

Poutine a également lancé une intense campagne visant à faire respecter les valeurs familiales dites traditionnelles. Il a pris pour cible les féministes et les personnes LGBTQ, qu'il considère comme des menaces pour la société russe.

Le régime est sur le point d'imposer une interdiction totale du droit à l'avortement, après l'avoir récemment interdit dans les cliniques privées. Il a également annoncé l'interdiction totale des

groupes, des événements et même des boîtes de nuit LGBTQ.

À ce stade, Poutine a réussi à stabiliser la société russe par la répression et ces campagnes idéologiques.

Conquérir l'Ukraine

Sur la base de cette stabilité, il veut intensifier la guerre en Ukraine. Son objectif immédiat est de s'emparer du reste de la région du Donbas, qui revêt une importance symbolique dans l'imaginaire impérial de Poutine et dans ses justifications de la guerre.

L'offensive qui aura probablement lieu a printemps se déroulera par étapes. L'objectif est de prendre Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, et d'établir un nouveau front au niveau de la rivière Dnipro.

Le plan pourrait consister à diviser l'Ukraine en deux parties. D'une part, la Russie annexerait tout le territoire situé à l'est du Dniepr. Ensuite, elle tenterait de faire du reste du pays à l'ouest du fleuve un État neutre « dénazifié », c'est-à-dire dépendant de la Russie.

Mais il ne s'agirait là que d'un objectif temporaire. L'État russe reste déterminé à étendre son empire au reste de l'espace post-soviétique.

Attiser les conflits au sein des États-Unis et de l'OTAN

Poutine mise sur la montée de la droite aux États-Unis et dans l'OTAN pour saper leur opposition à son expansionnisme impérial. Lors de la séance de questions-réponses, Poutine a également souligné que l'Occident était très divisé sur l'aide à l'Ukraine.

Il a notamment cité le conflit entre les Républicains et l'administration Biden au sujet du programme d'aide proposé au pays. Il a clairement indiqué qu'il se réjouirait d'une victoire des Républicains, en particulier de Trump, à l'élection présidentielle américaine, car la nouvelle administration réduirait probablement, voire arrêterait, tout soutien à l'Ukraine et se retirerait même de l'OTAN.

Il courtise également l'extrême droite dans les autres pays de l'OTAN. Il attise les tensions avec la Finlande, nouveau membre du pacte. Suivant l'exemple du président biélorusse Loukachenko, Poutine a accueilli des migrants d'Irak, d'Afghanistan, de Libye et d'autres pays, puis les a encouragés à entrer dans l'Union européenne par la frontière finlandaise.

Il agit ainsi afin de provoquer une crise pour le courant politique dominant et d'alimenter la croissance de l'extrême droite anti-migrants en Finlande et dans l'Union européenne en général.

Il espère que leur croissance et leur succès affaibliront l'OTAN de l'intérieur. Ainsi, les médias officiels russes ont célébré la récente victoire de l'homme politique d'extrême droite Geert Wilders aux élections néerlandaises, qui s'est présenté sur un programme islamophobe et anti-migrants.

Enfin, Poutine tente d'exploiter la guerre brutale d'Israël à Gaza à son avantage contre les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN, qui ont armé et soutenu Israël. Officiellement, la Russie appelle à une solution à deux États, soutient un cessez-le-feu et l'aide humanitaire de l'ONU.

Bien sûr, tout cela est hypocrite. La Russie est engagée dans le même type de guerre d'annexion en Ukraine qu'Israël à Gaza. Et, en coulisses, Poutine entretient des relations politiques, diplomatiques et économiques avec Israël.

Mais il exploite néanmoins l'horrible guerre d'Israël pour se réhabiliter, en particulier dans le Sud, et affaiblir les États-Unis et l'OTAN. Il espère que cela lui donnera plus d'espace pour poursuivre ses propres ambitions impérialistes en Ukraine et dans le reste de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale.

Mobilisation et appel d'air pour l'offensive de printemps

L'engagement de Poutine dans ce projet l'obligera à imposer une plus grande mobilisation des troupes et éventuellement un appel sous les drapeaux. Il devra recruter des centaines de milliers de personnes pour renforcer l'armée et mener à bien de nouvelles conquêtes. Cela pourrait poser de gros problèmes politiques à Poutine.

Il ne fera rien de tout cela avant l'élection présidentielle russe de mars. Lui et le reste de l'État veulent maintenir un climat positif dans la société russe jusqu'à cette date.

Après les élections, il est très probable qu'ils augmenteront la mobilisation vers le front. À l'heure actuelle, seuls 40 % environ des soldats russes en Ukraine sont des professionnels, le reste étant constitué de « volontaires », c'est-à-dire de personnes ordinaires qui se sont enrôlées dans l'armée pour mieux gagner leur vie.

Les soldats gagnent beaucoup plus que les travailleurs ordinaires. Le salaire moyen officiel est d'environ 600 dollars, mais la plupart des gens gagnent environ 300 dollars par mois. Dans l'armée, en revanche, les soldats peuvent gagner entre 2 000 et 3 000 dollars par mois.

Pour des millions de Russes, en particulier dans les villes industrielles de province, l'armée est donc un moyen d'échapper à la pauvreté. C'est ce qui explique le succès de l'enrôlement de soi-disant volontaires.

En réalité, il s'agit d'un recrutement dirigé vers les pauvres. Mais le gouvernement s'en sert pour redistribuer les richesses et créer un large secteur de la population qui bénéficie de la guerre. Bien sûr, beaucoup l'ont payé cher, perdant leur santé mentale, leurs membres et leur vie.

La situation des appelés est et sera totalement différente. Ils ne sont pas très bien payés et, contrairement aux soldats professionnels, leur durée de service n'est pas limitée.

L'appel sous les drapeaux a donc déjà suscité des protestations, en particulier de la part des familles et des proches des personnes astreintes au service militaire. Ils ont organisé des pétitions et ont même envoyé des centaines de questions à l'événement « Ligne directe » de Poutine. Bien entendu, toutes ces questions ont été évacuées et ne lui ont pas été posées.

Cela montre qu'il y a un terrain pour une opposition à tout nouveau projet. Elle prendra probablement la forme d'une protestation spontanée et auto-organisée. Cela ouvrirait la voie à la création d'un mouvement anti-guerre en Russie.

Des élections truquées pour légitimer le régime

Mais tout cela ne se produira qu'après la prochaine élection présidentielle. Bien entendu, il ne s'agira pas d'une véritable élection. Il n'y aura pas de véritable campagne ni de débat et le résultat est préétabli. Poutine gagnera.

Mais l'élection est néanmoins importante pour lui afin de donner à son pouvoir un semblant de légitimité et de démontrer le soutien populaire à son égard et à l'égard de sa guerre. Les médias du Kremlin prédisent déjà les meilleurs résultats de toute sa carrière politique.

On estime qu'environ 70 % des électeurs se rendront aux urnes et que 80 % d'entre eux voteront probablement pour Poutine. Bien entendu, il ne faut pas se fier à ces chiffres ni aux résultats des élections.

L'ensemble du processus repose sur la suppression de la véritable opposition et sur l'exclusion et l'emprisonnement de dissidents tels qu'Alexey Navalny. Bien sûr, des candidats soigneusement sélectionnés seront autorisés à se présenter pour donner une apparence de démocratie.

Le vote lui-même se déroulera sur trois jours, en personne et par voie électronique. Ces deux modes de scrutin seront fortement contrôlés par l'État, sans aucune surveillance de la part d'observateurs indépendants.

Tous les réseaux de surveillance des élections ont été détruits. Par exemple, cet été, le plus grand réseau appelé The Voice a été interdit et l'un de ses principaux organisateurs a été jeté en prison.

Ces élections sont donc le contraire d'élections libres, ouvertes et équitables. En fait, elles sont un moyen pour l'État de contraindre la population à l'obéissance politique.

La plupart des personnes employées dans le secteur public et les entreprises d'État seront contraintes au vote électronique sur leur lieu de travail. Si vous votez de cette manière, toutes vos données personnelles sont accessibles à l'État.

Ainsi, les autorités de l'État et les patrons pourront surveiller les votes et « corriger » le résultat si nécessaire. Néanmoins, les électeurs auront l'illusion de pouvoir choisir.

D'autres candidats, soigneusement sélectionnés, seront autorisés à se présenter, issus de partis de la pseudo-opposition loyale, comme le Parti communiste. Tous les candidats autorisés à se présenter ont des positions agressives et favorables à la guerre.

Aucun candidat ou parti véritablement anti-guerre ne sera autorisé à se présenter. Ils ne posent donc aucun défi à Poutine et n'expriment aucun sentiment anti-guerre. Ils se présenteront les uns contre les autres, divisant ainsi les 20 % de voix qui n'iront pas à Poutine.

L'opposition russe, qui est soit clandestine, soit en exil, débat de la manière d'aborder l'élection. Les partisans de M. Navalny ont déjà appelé à voter pour n'importe quel candidat autre que Poutine.

Ce n'est pas une mauvaise stratégie. Elle offre au moins aux gens, qui sont très atomisés et effrayés, une chance d'exprimer leur opposition, même de façon déformée.

Résister à la guerre et à la fascisation

Les gens ont toutes les raisons de craindre le régime. Il a écrasé toute expression publique de désaccord sur la guerre et l'a repoussée dans la clandestinité. Il a fait de même avec tous les groupes d'activistes, quels qu'ils soient.

Cela fait partie de la fascisation du régime. Il ne s'agit pas d'une simple propagande, mais d'une tentative d'imposer une forme brutale de dictature et de changer la société de manière fondamentale. L'interdiction des LGBT et les restrictions au droit à l'avortement, l'hystérie anti-migrants et la censure stricte contre toute critique du régime visent à homogénéiser la société et à transformer la Russie en une « civilisation d'État » fermée.

Dans ces conditions, la tâche de la gauche internationale reste l'opposition à l'impérialisme de Poutine, la solidarité avec la résistance ukrainienne, l'opposition à l'impérialisme occidental et le

soutien aux luttes par en bas en Russie contre le régime néo-fasciste de Poutine.

Ilya Budraitskis

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi à gauche !

<https://www.pressegauche.org/Les-perspectives-de-l-imperialisme-russe>

Tiré de Inprecor 716 - janvier 2024